



Contrat de raccordement, d'accès et d'exploitation pour une installation de production de puissance \leq 36 kVA raccordée au réseau public de distribution d'électricité basse tension exploité par EDF en Corse, dans les DOM et dans les COM

Conditions générales

Identification : SEI
Version : V3

Nb de pages: 21



Historique

Version	Date d'application	Nature de la modification	Annule et remplace
0	22/05/2009	Création	
1	17/07/2009	Prise en compte des évolutions de juin 2009 en métropole continentale	V0
2	01/01/2010	Prise en compte du décret n°2009-1414 du 19 novembre supprimant la déclaration d'exploiter pour les projets de puissance inférieure à 250kW	V1
3	15/11/2010	Précision sur la limitation de puissance des énergies intermittentes dans un système insulaire : ajout des §7.4 et 16.1	V2

Document(s) associé(s)

Conditions particulières du Contrat de Raccordement, d'Accès et d'Exploitation (CRAE) pour une installation de production de puissance < 36 kVA raccordée au réseau public de distribution basse tension exploité par EDF en Corse, dans les DOM et dans les COM .

Résumé

Ce document précise les conditions générales (techniques, juridiques et financières) du raccordement, de l'exploitation et de l'accès d'une installation de production au Réseau Public de Distribution (RPD) exploité par EDF en Corse, dans les DOM et dans les COM, en vue de l'injection d'énergie électrique par cette installation, raccordée en basse tension (BT) et de puissance inférieure ou égale à 36 kVA.

SOMMAIRE

PREAMBULE	5
CHAPITRE 1 OBJET	5
CHAPITRE 2 PERIMETRE CONTRACTUEL	5
PARTIE 1 : RACCORDEMENT	6
CHAPITRE 3 OUVRAGES DE RACCORDEMENT	6
CHAPITRE 4 TRAVAUX REALISES SUR LES OUVRAGES DE RACCORDEMENT	6
4.1 TRAVAUX REALISES PAR EDF ET FACTURES AU PRODUCTEUR.....	6
4.2 TRAVAUX REALISES PAR LE PRODUCTEUR.....	6
4.3 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	6
CHAPITRE 5 EXPLOITATION, ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT DES OUVRAGES DE RACCORDEMENT	6
CHAPITRE 6 TRAVAUX DE MODIFICATION DE L'INSTALLATION INTERIEURE	6
6.1 MISE EN ŒUVRE DE DISPOSITIONS DE DECOUPLAGE	6
6.2 ORGANES DE SECTIONNEMENT	7
CHAPITRE 7 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES RELATIVES A L'INSTALLATION DE PRODUCTION.....	7
7.1 PUISSANCE REACTIVE	7
7.2 PERTURBATIONS GENEREES PAR L'INSTALLATION ELECTRIQUE SUR LE RESEAU	7
7.3 IMMUNITE VIS A VIS DES PERTURBATIONS	8
7.4 LIMITATION DE PRODUCTION INTERMITTENTE DANS UN SYSTEME ELECTRIQUE INSULAIRE	8
CHAPITRE 8 DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE DE L'ENERGIE INJECTEE AU RESEAU.	8
8.1 DESCRIPTION DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE	8
8.2 FOURNITURE DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE	8
CHAPITRE 9 PARTICIPATION FINANCIERE DU PRODUCTEUR A L'ETABLISSEMENT DU RACCORDEMENT	8
9.1 MONTANT DES TRAVAUX	8
9.2 PROPOSITION DE RACCORDEMENT	9
9.3 MODALITES DE PAIEMENT	9
PARTIE 2 : EXPLOITATION	10
CHAPITRE 10 REPRESENTANTS LOCAUX D'EDF ET DU PRODUCTEUR	10
CHAPITRE 11 MISE EN SERVICE DU RACCORDEMENT DE L'INSTALLATION DE PRODUCTION	10
CHAPITRE 12 LIMITE D'EXPLOITATION ET ACCESSIBILITE AUX OUVRAGES ELECTRIQUES	10
CHAPITRE 13 TRAVAUX HORS TENSION OU INTERVENTIONS SUR LE RESEAU	10

CHAPITRE 14 TRAVAUX HORS TENSION OU INTERVENTIONS SUR LE BRANCHEMENT ET LE DISPOSITIF DE COMPTAGE	10
CHAPITRE 15 PROTECTION DE DECOUPLAGE.....	12
CHAPITRE 16 CONDITIONS DE COUPLAGE.....	12
16.1 LIMITATION DE PRODUCTION INTERMITTENTE DANS UN SYSTEME ELECTRIQUE INSULAIRE	12
CHAPITRE 17 CONTROLE ET ENTRETIEN.....	12
17.1 ANALYSES D'INCIDENTS OU DE PERTURBATIONS	12
PROTECTIONS DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE	12
PARTIE 3 : ACCES AU RESEAU.....	13
CHAPITRE 18 MODIFICATIONS DES CARACTERISTIQUES D'UNE INSTALLATION	13
CHAPITRE 19 COMPTAGE.....	13
19.1 RESPECT DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE	13
19.2 ENTRETIEN ET VERIFICATION DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE	13
19.3 DYSFONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE	13
19.4 RELEVÉ DU COMPTEUR PRODUCTION	13
19.5 ACCES AU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE POUR RELEVÉ OU CONTROLE	14
CHAPITRE 20 ENGAGEMENTS D'EDF	14
20.1 DISPONIBILITE DU RESEAU	14
20.2 QUALITE DE L'ELECTRICITE.....	14
CHAPITRE 21 ENGAGEMENTS DU PRODUCTEUR	14
CHAPITRE 22 PRIX ET FACTURATION DE L'ACCES AU RESEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION.....	15
22.1 TARIF D'UTILISATION DES RESEAUX PUBLICS (TURP).....	15
22.2 TARIFICATION DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES.....	15
22.3 GESTION DU CONTRAT	15
22.4 COMPTAGE	15
22.5 CONDITIONS GENERALES DE FACTURATION	15
CHAPITRE 23 CONDITIONS DE PAIEMENT	15
23.1 MODALITES DE PAIEMENT.....	15
23.2 PENALITES PREVUES EN CAS DE NON-PAIEMENT	16
23.3 MESURES PRISES PAR EDF EN CAS DE NON-PAIEMENT.....	16
23.4 RECEPTION DES FACTURES ET RESPONSABILITE DE PAIEMENT.....	16
23.5 DELEGATION DE PAIEMENT	16
23.6 MODALITES DE CONTESTATION DE LA FACTURE	17
23.7 TAXES	17
PARTIE 4 : STIPULATIONS GENERALES	18
CHAPITRE 24 RESPONSABILITE DES PARTIES	18
24.1 REGIME DE RESPONSABILITE	18
24.1.1 <i>Responsabilité des Parties en matière de qualité et de continuité.....</i>	<i>18</i>
24.1.2 <i>Responsabilité des Parties en cas de mauvaise exécution ou non-exécution des clauses du Contrat, hormis celles relatives à la qualité et la continuité.....</i>	<i>18</i>
24.2 PROCEDURE DE REPARATION	18
24.3 REGIME PERTURBE ET FORCE MAJEURE.....	19
24.3.1 <i>Définition de la force majeure.....</i>	<i>19</i>
24.3.2 <i>Régime juridique.....</i>	<i>19</i>

CHAPITRE 25 ASSURANCES	20
CHAPITRE 26 EXECUTION DU CONTRAT	20
26.1 ADAPTATION DU CONTRAT	20
26.2 CESSION DU CONTRAT	20
26.3 CONFIDENTIALITE	20
CHAPITRE 27 ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CONTRAT	20
CHAPITRE 28 SUSPENSION DU CONTRAT	20
28.1 CONDITIONS DE LA SUSPENSION	20
28.2 EFFETS DE LA SUSPENSION	21
CHAPITRE 29 CAS DE RESILIATION	21
29.1 CAS DE RESILIATION	21
29.2 EFFET DE LA RESILIATION	21
CHAPITRE 30 CONTESTATIONS	22
CHAPITRE 31 TRANSMISSION DE DOCUMENTS	22
CHAPITRE 32 DROIT D'ACCES DU CLIENT AUX DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	23

PREAMBULE

Les présentes Conditions Générales du Contrat s'inscrivent dans le contexte juridique et contractuel ci-dessous :

- La loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité, ses décrets et arrêtés d'application ;
- les dispositions du cahier des charges annexé à la convention de Concession pour le service public de distribution d'énergie électrique signée entre EDF et l'autorité concédante sur le territoire de laquelle est située l'Installation de Production sont applicables, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux dispositions législatives et réglementaires postérieures à la date de signature de la convention de Concession,

Tout terme commençant par une majuscule est défini au glossaire figurant dans la Documentation Technique de Référence d'ERDF, la filiale Distribution d'EDF (ci-après la « DTR »)..

Chapitre 1 OBJET

Les présentes Conditions générales du Contrat, qui seront complétées par des Conditions particulières, ont pour objet de définir :

- les modalités techniques, juridiques et financières du raccordement au Réseau Public basse tension de l'Installation de Production (Partie 1 du document).
- les dispositions relatives à l'exploitation convenues entre le Producteur et EDF (Partie 2 du document)
- les conditions techniques, juridiques et financières de l'accès au Réseau Public de Distribution basse tension (Partie 3 du document).
- les stipulations générales (Partie 4 du document).

Les présentes Conditions générales sont applicables à toutes les installations de production nouvelles ou existantes situées en Corse, dans les DOM ou dans les COM.

Le type d'injection au Réseau, la Puissance Installée et la Puissance de Raccordement de l'Installation de Production sont décrits dans les Conditions Particulières.

Chapitre 2 PERIMETRE CONTRACTUEL

Le dispositif contractuel standard défini par EDF comprend une convention de raccordement, une convention d'exploitation et un Contrat d'accès au Réseau Public de Distribution (Réseau), regroupés pour les installations dont la Puissance de Raccordement en injection est ≤ 36 kVA dans ce document unique

dénommé Contrat de Raccordement d'Accès au Réseau et d'Exploitation. (ci-après le « Contrat »)

A ce titre, les présentes Conditions générales sont constituées de 3 parties, le raccordement, l'exploitation, l'accès au réseau, complétées de stipulations générales.

Le Contrat comprend les pièces contractuelles suivantes :

- les présentes Conditions Générales ;
- les Conditions Particulières.

Celles-ci constituent l'accord des Parties. Elles annulent et remplacent tous les Contrats, lettres, propositions, offres et conventions remis, échangés ou signés entre les Parties antérieurement à la signature des Conditions Particulières du Contrat et portant sur le même objet.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du Contrat, les Conditions Particulières prévalent sur les Conditions Générales.

Par ailleurs, dans le cadre de l'exécution du Contrat, EDF rappelle au Producteur l'existence d'une Documentation Technique de Référence (DTR) et du catalogue des prestations. Cette DTR expose les dispositions réglementaires et les règles techniques complémentaires qu'EDF applique à l'ensemble des utilisateurs pour assurer l'accès au Réseau. Le catalogue des prestations décrit et tarifie les prestations d'EDF qui ne sont pas couvertes par le tarif d'accès.

La DTR et le catalogue des prestations sont accessibles aux adresses Internet www.sei.edf.fr et www.erdfdistribution.fr. Ils sont communiqués au Producteur qui en fait la demande écrite, à ses frais.

Le Producteur reconnaît avoir été informé préalablement à la conclusion du Contrat de l'existence de la DTR et du catalogue des prestations EDF.

PARTIE 1 : RACCORDEMENT

Chapitre 3 OUVRAGES DE RACCORDEMENT

Sauf stipulation contraire figurant aux Conditions Particulières; le Site est desservi par un dispositif unique de raccordement aboutissant à un seul Point de Livraison.

Conformément aux articles 15 et 17 du cahier des charges annexé à la convention de Concession pour le service public de distribution d'énergie électrique signée entre EDF et l'autorité concédante, les Ouvrages de Raccordement sont intégrés à la Concession pour le service public de distribution d'énergie électrique.

La Limite de Propriété des Ouvrages correspondant au Point de Livraison et au Point de Connexion est située aux bornes de sortie en aval du disjoncteur de branchement du Producteur. En aval de cette Limite, les Ouvrages sont propriété du Producteur. En amont¹ de cette Limite, les Ouvrages sont intégrés à la Concession pour le service public de distribution d'énergie électrique attribuée à EDF.

L'intégralité du raccordement depuis le Point de Raccordement au Réseau jusqu'au Point de Livraison de l'énergie produite par l'Installation de Production est décrite dans les Conditions Particulières. Les modifications éventuellement nécessaires au raccordement de l'Installation de Production sur le raccordement existant sont également listées dans les Conditions Particulières.

Chapitre 4 TRAVAUX REALISES SUR LES OUVRAGES DE RACCORDEMENT

Les travaux sur les Ouvrages de Raccordement intégrés à la Concession (cf. Chapitre 3) sont placés sous Maîtrise d'ouvrage d'EDF (ou le cas échéant de l'autorité concédante, conformément au cahier des charges de Concession pour le service public de distribution d'énergie électrique en vigueur sur le territoire sur lequel est située l'Installation de Production) qui décide des modalités de réalisation des travaux.

Le Producteur peut, sous réserve de l'accord d'EDF, faire exécuter les travaux de raccordement par des entreprises agréées par EDF selon les dispositions d'un cahier des charges établi par EDF.

4.1 TRAVAUX REALISES PAR EDF ET FACTURES AU PRODUCTEUR

Les travaux réalisés par EDF et facturés au Producteur sont détaillés dans les Conditions Particulières et sont

¹ Par convention, l'énergie destinée à desservir des installations de consommation circule de l'amont (Réseau) vers l'aval (Site de consommation); Ces localisations d'amont et d'aval demeurent inchangées dans le cas d'Installations de Production.

facturés au Producteur suivant les modalités décrites dans le Chapitre 11 des présentes Conditions Générales.

4.2 TRAVAUX REALISES PAR LE PRODUCTEUR

Certains travaux sur les Ouvrages de Raccordement, d'ordre non-électrique ou électrique, peuvent être réalisés par le Producteur, suivant les prescriptions d'EDF. Ils resteront à la charge financière du Producteur.

Les travaux à réaliser par le Producteur sont détaillés dans les Conditions Particulières.

4.3 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Après réception des Conditions Particulières du contrat signées, EDF s'engage à effectuer les travaux de raccordement selon le délai et les modalités précisés aux Conditions Particulières.

Chapitre 5 EXPLOITATION, ENTRETIEN ET RENOUELEMENT DES OUVRAGES DE RACCORDEMENT

Ces Ouvrages étant intégrés à la Concession de distribution publique, EDF en assure l'exploitation, l'entretien et le renouvellement.

Chapitre 6 TRAVAUX DE MODIFICATION DE L'INSTALLATION INTERIEURE

Les travaux de modification de l'Installation Intérieure nécessaires au raccordement de l'Installation de Production sont placés sous Maîtrise d'ouvrage du Producteur et réalisés à ses frais.

D'une façon générale, EDF n'intervient pas dans la définition, les choix techniques et la construction des Installations situées en aval du Point de Livraison. Cependant, les Ouvrages doivent respecter les textes et normes en vigueur, notamment la norme NF C15-100 et doivent satisfaire aux prescriptions d'EDF, sur les points détaillés aux articles 6.1 et 6.2.

6.1 MISE EN ŒUVRE DE DISPOSITIONS DE DECOUPLAGE

Un dispositif constitué d'une protection et d'un organe de découplage doit être installé entre la sortie du générateur et l'Installation Intérieure.

Ce dispositif est requis au titre de la réglementation en vigueur relative aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement à un Réseau Public de Distribution d'une Installation de Production électrique.

Ce dispositif placé dans l'Installation Intérieure a pour effet de déconnecter instantanément le générateur pour :

- permettre le fonctionnement normal des protections et automatismes installés par EDF,
- éviter d'alimenter un défaut ou de laisser sous tension un Ouvrage en défaut,
- ne pas alimenter les installations voisines à une tension ou fréquence anormale.

Pour répondre à ces différentes fonctionnalités, le Producteur met en œuvre l'une des deux solutions objet des variantes suivantes. La solution retenue par le Producteur figure aux Conditions Particulières et respecte la DTR.

[Variante A : cas d'une Installation comportant un ou plusieurs onduleurs ou sectionneurs automatiques incluant la protection de découplage]

Un ou plusieurs onduleur(s) (ou sectionneurs automatiques) intègre(nt) (chacun) un dispositif de découplage conforme à une norme incluant les prescriptions d'EDF². La preuve de conformité devra être soumise à l'approbation préalable d'EDF au moyen du certificat de conformité du constructeur concernant chacun des appareils mis en œuvre, rédigée suivant la trame au format de la norme NF EN ISO/CEI 17050-1.

[Fin de variante A]

[Variante B cas d'une Installation comportant un ou plusieurs onduleurs (ou générateurs) n'incluant pas la protection de découplage]

Le dispositif de découplage est constitué de relais de protection et d'un ou plusieurs appareils de découplage externes à ou aux onduleur(s) ou générateurs. Le schéma de réalisation de ce dispositif devra être soumis à l'approbation préalable d'EDF et comporter les éléments permettant la réalisation par EDF des essais de vérification du fonctionnement et le scellé des réglages préalables, nécessaires à tout couplage du générateur.

- La protection de découplage sera de type B.1

La protection de découplage devra actionner par commande à minimum de tension l'ouverture de l'organe de découplage au moyen, si nécessaire, d'un relais auxiliaire de découplage. L'organe de découplage devra être distinct de l'AGCP, présenter une aptitude au sectionnement suivant l'article 536 de la norme NF C 15-100 afin de garantir la séparation entre l'Installation de Production et le Réseau d'EDF et être placé de telle sorte que l'alimentation du circuit de mesure de la protection de découplage ne soit jamais interrompue.

Selon le schéma adopté par l'installateur la mesure des tensions sera réalisée au niveau du tableau général de l'Installation, en aval de l'AGCP.

[Fin de variante B]

La solution retenue par le producteur figure aux Conditions Particulières.

² La protection de découplage doit répondre aux exigences de la norme DIN VDE 0126 1.1. Le Producteur peut, s'il le souhaite, demander au constructeur d'inhiber la protection d'impédance.

6.2 ORGANES DE SECTIONNEMENT

En application de l'UTE C 18-510, les conditions d'intervention hors tension sur les Ouvrages électriques du Réseau nécessitent la mise en place d'organes de sectionnement permettant de séparer l'Ouvrage de toute source d'alimentation.

Un premier organe de sectionnement accessible depuis le domaine public permet de séparer l'Installation de Production du Réseau. Un second organe de sectionnement situé en aval du Point de Livraison sur l'installation intérieure permet de séparer le branchement de l'Installation de Production. Cet organe répond aux spécifications du chapitre 46 « Sectionnement et commande » et de l'article 536 de la Norme NFC 15-100.

Les conditions d'intervention sécurisée sur le branchement sont décrites au Chapitre 14.

Chapitre 7 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES RELATIVES A L'INSTALLATION DE PRODUCTION

7.1 PUISSANCE REACTIVE

Conformément à l'arrêté du 23 avril 2008 chaque génératrice électrique ne devra pas absorber de puissance réactive.

Si l'Installation comporte un ou plusieurs onduleurs, l'absorption et la production d'énergie réactive par les onduleurs sont considérées comme négligeables.

Si les génératrices sont des machines asynchrones sans électronique de puissance couplées au Réseau, le Producteur veillera à s'assurer qu'une séparation volontaire ou fortuite de son Installation du Réseau ne produira pas de situation préjudiciable à ses installations (par exemple risque de surtension lorsqu'une machine asynchrone est ilôtée sur ses condensateurs).

7.2 PERTURBATIONS GENEREES PAR L'INSTALLATION ELECTRIQUE SUR LE RESEAU

Conformément à l'arrêté du 23 avril 2008, le Producteur limitera les perturbations que son Installation Electrique génère sur le Réseau BT aux niveaux réglementaires.

- Fluctuations rapides de la tension

Le niveau de contribution de l'Installation de Production au papillotement longue durée (Plt) doit être limité au Point de Livraison à 1. Les appareils de l'Installation doivent être conformes aux textes réglementaires et normatifs pertinents.

Il s'agit notamment des documents normatifs suivants : NFEN 61000-3-3, CEI 61000-3-5 et NFEN 61000-3-11.

7.3 IMMUNITÉ VIS À VIS DES PERTURBATIONS

L'Installation de Production doit être conçue pour supporter les perturbations liées à l'exploitation en régime normal du Réseau et faire face à celles qui peuvent être générées lors des régimes exceptionnels de Réseau.

7.4 LIMITATION DE PRODUCTION INTERMITTENTE DANS UN SYSTÈME ÉLECTRIQUE INSULAIRE

Afin de préserver la sûreté du système électrique insulaire et conformément à l'article 22 de l'arrêté du 23 avril 2008 modifié, le volume de la production intermittente comme l'éolien et le photovoltaïque pourra être limité lorsque la somme des puissances injectées par de telles installations dépassera 30 % de la puissance active transitant sur le réseau et ce sans contrepartie financière pour le producteur.

Cette situation se rencontre par exemple lorsque les conditions de vent et/ou d'ensoleillement sont optimales dans les périodes de charge modérée. Les ordres de déconnexion sont adressés automatiquement depuis le centre de conduite centralisé d'EDF vers les installations du producteur. Ce dispositif et sa liaison de télécommunications au centre de conduite centralisé sont définis dans la Documentation Technique de Référence et dans les Conditions Particulières.

Les conditions de ces effacements sont précisées dans les Conditions Particulières. L'état actuel des connaissances sur l'impact de l'insertion massive de production intermittente dans un système insulaire et le développement potentiel de production intermittente de petite puissance non déconnectable, ne permettent pas à EDF de s'engager sur le volume annuel d'heures de déconnexion.

Chapitre 8 DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE INJECTÉE AU RÉSEAU

8.1 DESCRIPTION DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTRÔLE

Le Dispositif de Comptage et de contrôle permet le contrôle des caractéristiques de l'injection de l'électricité au Réseau et du soutirage le cas échéant et leur adaptation aux conditions du Contrat. Il permet de mesurer les quantités d'énergie injectée et soutirée le cas échéant au Réseau. Il est plombé par EDF.

L'une des 2 variantes suivantes sera retenue en fonction du choix du Producteur en matière d'injection au Réseau figurant au Chapitre 1 des Conditions Particulières.

[Variante A : cas d'un Producteur injectant au Réseau l'excédent de sa production]

Le dispositif est constitué :

- ⇒ d'un Compteur pour l'enregistrement de l'énergie injectée au Réseau,
- ⇒ du disjoncteur de branchement (AGCP), commun à l'injection et au soutirage et réglé en fonction de la puissance maximale tenue à disposition pour le soutirage.

Conformément à la norme NF C14-100, le Dispositif est placé de telle sorte que son accès en soit facilité, suivant les modalités décrites dans la DTR d'ERDF. En particulier, lorsqu'un télé report n'est pas installé, l'accès au Dispositif de comptage par EDF doit être accessible dans les conditions décrites au Chapitre 14.

Le Compteur destiné à l'installation de soutirage enregistre l'énergie nécessaire aux besoins non couverts par l'Installation de Production.

[Fin de variante A]

[Variante B : cas d'un Producteur injectant au Réseau la totalité de sa production]

Le Dispositif est constitué :

- ⇒ d'un Compteur pour l'enregistrement de l'énergie injectée au Réseau,
- ⇒ d'un Compteur pour l'enregistrement de la consommation de veille de l'Installation de Production en dehors des périodes de production,
- ⇒ d'un disjoncteur de branchement (AGCP) réglé en fonction de la Puissance de Raccordement au Réseau.

Conformément à la norme NF C14-100, le Dispositif est placé de telle sorte que son accès en soit facilité. En particulier, lorsqu'un télé report n'est pas installé, l'accès au Dispositif de comptage par EDF doit être accessible dans les conditions décrites au Chapitre 14.

[Fin de variante B]

8.2 FOURNITURE DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTRÔLE

Le Dispositif de Comptage et de Contrôle est constitué du ou des compteur(s), du disjoncteur, du panneau et du coffret de comptage fournis par EDF et font partie du domaine concédé. Une composante annuelle de comptage est mise à la charge du Producteur, elle est décrite dans le TURP.

Chapitre 9 PARTICIPATION FINANCIÈRE DU PRODUCTEUR À L'ÉTABLISSEMENT DU RACCORDEMENT

9.1 MONTANT DES TRAVAUX

Le Producteur prend en charge la totalité des dépenses liées aux travaux décrits à l'article 4.1 et aux frais de Mise en Service du Raccordement.

Le montant total des travaux et des frais de Mise en Service figure aux Conditions Particulières.

9.2 PROPOSITION DE RACCORDEMENT

Une proposition de raccordement conforme au chiffrage des travaux et/ou des prestations, établie par EDF, figure aux Conditions Particulières.

9.3 MODALITES DE PAIEMENT

Le Producteur réglera le montant de sa participation financière à EDF dans les conditions suivantes :

- a) à la signature des Conditions Particulières du Contrat,
 - 1. 100% du montant de la proposition de raccordement s'il n'y a pas facturation de travaux d'extension,
 - 2. 50% du montant de la proposition de raccordement s'il y a facturation de travaux d'extension ou sur demande expresse du Producteur.
- b) Le cas échéant, le solde du montant du devis à l'achèvement des travaux et avant toute Mise en Service.

PARTIE 2 : EXPLOITATION

Chapitre 10 REPRESENTANTS LOCAUX D'EDF ET DU PRODUCTEUR

Les coordonnées des « Parties » à la date de signature du Contrat figurent aux Conditions Particulières.

Les Parties s'informent mutuellement, en cas de changement de leur représentant ou de ses coordonnées, préalablement à ce changement, dans les meilleurs délais, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Chapitre 11 MISE EN SERVICE DU RACCORDEMENT DE L'INSTALLATION DE PRODUCTION

La Mise en Service du raccordement de l'Installation de Production par EDF est réalisée selon les modalités définies dans le catalogue des prestations en vigueur. Elle nécessite :

- La fourniture de la copie du permis de construire ou, si l'Installation de Production relève de la simple déclaration préalable à travaux, du certificat de non-opposition de la commune au projet ou à défaut une attestation sur l'honneur que la commune ne s'est pas opposée aux travaux
- la complète réalisation des travaux prévue en partie 1 du Contrat, dans le respect des prescriptions y figurant,
- le paiement de la totalité du montant des travaux décrits au chapitre 9 selon les modalités de l'article 9.3
- la vérification du bon fonctionnement de la protection de découplage, conformément au Chapitre 15,
- la transmission par le Producteur d'un certificat (correspondant à l'attestation de conformité) visé par le Consuel.
- en cas d'option de sécurisation par batterie, une attestation sur l'honneur précisant que par conception de l'installation, les batteries ne peuvent se recharger que par l'installation de Production et non par le Réseau.

Chapitre 12 LIMITE D'EXPLOITATION ET ACCESSIBILITE AUX OUVRAGES ELECTRIQUES

La Limite d'Exploitation entre l'Installation de Production et le Réseau est fixée à la Limite de Propriété des Ouvrages définie au Chapitre 3.

Les Ouvrages du Réseau sont exploités, renouvelés, entretenus, réglés et scellés par EDF.

Tous les appareils et boîtiers du branchement et, le cas échéant, de la protection de découplage de type externe sont réglés par EDF et rendus inaccessibles aux tiers par pose de scellés. Le Producteur assure l'exploitation, le renouvellement, l'entretien de ses équipements et de son Installation Intérieure à ses frais et dispose d'un droit de Manœuvre sur le disjoncteur de branchement (AGCP).

L'accès d'EDF aux parties du branchement situées dans le domaine privé du Producteur et à l'Installation Intérieure pour leur dépannage, entretien ou visite de contrôle est garanti par le Producteur qui s'engage à convenir d'un rendez-vous en heures ouvrables sous huitaine et à être présent lors de l'intervention programmée en concertation entre le Producteur et EDF.

Chapitre 13 TRAVAUX HORS TENSION OU INTERVENTIONS SUR LE RESEAU

Pour tous travaux ou interventions hors tension sur le Réseau desservant le branchement et nécessitant la séparation de l'Installation du Producteur du Réseau, EDF informe ce dernier par voie de presse, d'affichage ou d'informations individualisées de la date et de l'heure de l'interruption conformément à l'article 25 du cahier des charges de Concession de Distribution Publique.

Lors de ces travaux ou interventions, EDF procède à l'ouverture et à la condamnation³ du coffret de sectionnement accessible depuis le domaine public du branchement. En fin d'intervention, EDF reconnecte l'Installation Electrique au Réseau sans préavis..

Chapitre 14 TRAVAUX HORS TENSION OU INTERVENTIONS SUR LE BRANCHEMENT ET LE DISPOSITIF DE COMPTAGE

En cas d'intervention à l'initiative d'EDF ne présentant pas un caractère d'urgence, le Producteur s'engage, si l'intervention nécessite d'accéder dans son domaine privé, à convenir d'un rendez-vous en heures ouvrables sous quinzaine et à être présent lors de l'intervention programmée en concertation entre le Producteur et EDF.

³ acte d'exploitation permettant de signaler que l'Ouvrage est séparé de toute source de tension

Si EDF le lui demande, le Producteur s'engage d'autre part à :

1. séparer l'Installation de Production de son Installation Intérieure par le dispositif de sectionnement décrit à l'article 6.2.
2. permettre à EDF de signaler cette séparation par pose d'une pancarte de condamnation et d'interdiction de manœuvrer.

Chapitre 15 PROTECTION DE DECOUPLAGE

[Variante A : cas d'une Installation comportant un ou plusieurs onduleurs ou sectionneurs automatiques incluant la protection de découplage]

Le dispositif de découplage, conforme aux prescriptions d'EDF est interne à l'onduleur. Par construction, ce dispositif est réglé et contrôlé en usine et est inaccessible à EDF. La Mise en Service de l'Installation ne fera l'objet d'aucun réglage, celui-ci étant effectué en usine. Le producteur fournira à EDF le certificat de conformité aux normes en vigueur. Un essai de bon fonctionnement de la protection de découplage sera réalisé lors de la Mise en Service du raccordement, par ouverture du disjoncteur « Production ».

[fin de variante A]

[Variante B : protection de découplage externe de type B.1]

EDF procédera, lors de la Mise en Service du raccordement de l'Installation de Production, au réglage et aux essais de fonctionnement du dispositif de découplage. Ceux-ci sont à la charge du Producteur et sont inclus dans le chiffrage des travaux figurant aux Conditions Particulières.

Les réglages des relais de la protection de découplage réalisés par EDF, sont rendus inaccessibles au Producteur par scellé.

[fin de variante B]

Chapitre 16 CONDITIONS DE COUPLAGE

Les manœuvres de couplage au Réseau sont réalisées sur l'initiative du Producteur, sous sa responsabilité, et sauf avis contraire d'EDF, sans autorisation préalable de celui-ci. Elles ne doivent pas entraîner de perturbation sur le Réseau.

Les modalités de mise en œuvre de la responsabilité éventuelle du Producteur sont décrites au Chapitre 24.

Le générateur doit se découpler automatiquement après :

- l'apparition d'une anomalie de tension ou coupure de circuit affectant le Réseau ou l'Installation du Producteur,
- la détection d'une anomalie ou panne affectant son bon fonctionnement.

Au retour des conditions normales d'alimentation, le générateur peut se coupler automatiquement ou avec intervention du Producteur.

16.1 LIMITATION DE PRODUCTION INTERMITTENTE DANS UN SYSTEME ELECTRIQUE INSULAIRE

Conformément à l'article 7.4 des présents conditions générales, le volume de la production intermittente

comme l'éolien et le photovoltaïque pourra être limité lorsque la somme des puissances injectées par de telles installations dépassera 30 % de la puissance active transitant sur le réseau et ce sans contrepartie financière pour le producteur.

Les ordres de déconnexion sont adressés automatiquement depuis le centre de conduite centralisé d'EDF vers les installations du producteur.

Les conditions de ces effacements sont précisées dans les Conditions Particulières.

Chapitre 17 CONTROLE ET ENTRETIEN

17.1 ANALYSES D'INCIDENTS OU DE PERTURBATIONS

Le Producteur s'engage à fournir à la demande d'EDF les informations disponibles relatives au fonctionnement de son Installation de Production lors d'une analyse d'incident faisant suite à une anomalie de comportement du Réseau.

17.2 PROTECTIONS DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

[Paragraphe applicable uniquement si protection de découplage de type B.1]

EDF peut être amenée à procéder à des vérifications périodiques du réglage et du fonctionnement du système de découplage ou des modifications des seuils de réglage. Le Producteur s'engage à convenir d'un rendez-vous en heures ouvrables sous quinzaine et à rendre accessible l'ensemble des équipements constituant le système de découplage.

PARTIE 3 : ACCES AU RESEAU

Chapitre 18 MODIFICATIONS DES CARACTERISTIQUES D'UNE INSTALLATION

Toute modification de l'Installation entraînant une évolution des caractéristiques mentionnées aux Conditions Particulières sur l'initiative du Producteur doit être notifiée à EDF par fax ou lettre recommandée avec demande d'avis de réception et faire l'objet d'un avenant au Contrat ou d'un nouveau Contrat.

Lorsque EDF doit réaliser des travaux sur les Ouvrages de raccordement du fait de modifications apportées par le Producteur à son Installation de Production, chaque Partie prend à sa charge le montant des travaux lui incombant, conformément à l'application des dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de la demande, notamment le barème pour la facturation de l'opération de raccordement des utilisateurs au RPD.

Les conditions de réalisation des travaux susvisés ainsi que toutes les modalités techniques et financières font l'objet d'un avenant au Contrat ou d'un nouveau Contrat selon la consistance des modifications, sur lequel sont précisées les modifications apportées au dispositif initial, ainsi que, le cas échéant, les conditions nouvelles d'exploitation de l'Installation.

En cas de désaccord sur les nouvelles dispositions contractuelles, les Parties s'engagent à mettre en œuvre les dispositions du Chapitre 30.

Chapitre 19 COMPTAGE

Conformément à l'article 13 de la loi n°2004-803 du 9 août 2004 modifiée, EDF est notamment chargée, dans le cadre des cahiers des charges de concession, d'exercer les activités de comptage pour les utilisateurs raccordés à son Réseau, en particulier la fourniture, la pose, le contrôle métrologique, l'entretien et le renouvellement des Dispositifs de Comptage.

Conformément à l'article 19 de la loi n°2000-108 du 10 février 2000 modifiée, EDF procède aux comptages nécessaires à l'exercice de ses missions. A ce titre, elle mesure l'énergie électrique soutirée à chaque Point de Livraison, elle exploite tous les équipements du Dispositif de Comptage, elle relève, contrôle, corrige et valide les données de comptage, et met à disposition ces données validées auprès des utilisateurs autorisés.

19.1 RESPECT DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE

Le Producteur et EDF s'engagent à ne pas porter atteinte à l'intégrité et au fonctionnement du Dispositif de Comptage et de Contrôle.

19.2 ENTRETIEN ET VERIFICATION DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE

Le Dispositif de Comptage et de Contrôle est intégré à la Concession de Distribution Publique. Il est entretenu et vérifié par EDF. Une redevance de location et entretien et une redevance de contrôle décrites dans le TURP sont mises à la charge du Producteur. EDF peut procéder au remplacement des appareils en fonction des évolutions technologiques ou à l'issue d'une visite de contrôle selon les modalités décrites à l'article 19.5.

Les frais de réparation ou de remplacement des équipements qui résultent de ces visites sont à la charge d'EDF sauf en cas de détérioration imputable au Producteur.

Le Producteur peut demander à tout moment la vérification de ces équipements, soit par EDF, soit par un expert choisi d'un commun accord parmi les organismes agréés par le service chargé du contrôle des instruments de mesure. Les frais entraînés par cette vérification sont à la charge d'EDF si ces équipements ne sont pas reconnus exacts, dans les limites réglementaires de tolérance et à celle du Producteur dans le cas contraire aux conditions prévues dans le catalogue des prestations.

En cas de fonctionnement défectueux d'un équipement du Dispositif de Comptage, EDF procède au remplacement de l'équipement concerné.

19.3 DYSFONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE

En cas de fonctionnement défectueux du Dispositif de Comptage et de Contrôle ayant une incidence sur l'enregistrement de la production d'électricité, EDF, en concertation avec le Producteur, évalue les quantités d'électricité livrées (ou soutirées le cas échéant) au Réseau, par comparaison avec des installations similaires (ou témoin) pendant la même période de production.

EDF informe le Producteur de l'existence et des corrections apportées aux données de comptage. Le Producteur peut contester les données de comptage ainsi que les données de comptage corrigées dans les conditions définies au Chapitre 30.

En tout état de cause, le Producteur doit veiller à ne pas porter atteinte lui-même à l'intégrité du Dispositif de Comptage et de Contrôle permettant de mesurer les quantités d'électricité injectées (ou soutirées le cas échéant) au Réseau. Il s'engage à signaler sans délai à EDF toute anomalie touchant à ces appareils.

19.4 RELEVÉ DU COMPTEUR PRODUCTION

L'article 19 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée a confié à EDF le soin de procéder aux comptages nécessaires à l'exercice de sa mission.

A ce titre, elle relève semestriellement les index du Compteur Production.

Une redevance de relève décrite au Chapitre 22 relatif au TURP est mise à la charge du Producteur.

19.5 ACCES AU DISPOSITIF DE COMPTAGE ET DE CONTROLE POUR RELEVÉ OU CONTROLE

Lorsqu'un accès permanent d'EDF au Dispositif de Comptage et de Contrôle fait partie des conditions de raccordement décrites en Partie 1, le Producteur s'engage à conserver le caractère permanent de cet accès pendant la durée du Contrat.

Lorsque cette prescription ne fait pas partie des conditions de raccordement décrites en Partie 1, le Producteur s'engage à être présent lors de l'intervention programmée par EDF.

Le Producteur peut, s'il le souhaite, convenir d'un rendez-vous avec EDF. Cette prestation est facturée au Producteur conformément au catalogue des prestations d'EDF en vigueur.

Si au cours des douze derniers mois le Compteur n'a pas pu être relevé du fait du Producteur, EDF fixe un rendez-vous d'un commun accord avec le Producteur. Cette prestation est facturée au Producteur.

Si le rendez-vous n'est pas honoré du fait du Producteur, EDF peut, sous réserve du respect d'un préavis de dix jours ouvrés à compter de la réception par le Producteur d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure, suspendre l'accès au Réseau de l'Installation de Production dans les conditions du Chapitre 28, sans préjudice des dommages-intérêts auxquels EDF pourrait prétendre. Dans ce cas, la lettre susvisée indique notamment la date au-delà de laquelle l'accès au Réseau sera interrompu si le Producteur n'a pas donné accès au Dispositif de Comptage et de Contrôle. Le cas échéant, le Responsable d'Equilibre en est également informé.

Chapitre 20 ENGAGEMENTS D'EDF

20.1 DISPONIBILITE DU RESEAU

EDF s'engage à assurer la disponibilité du Réseau pour l'injection de l'énergie produite sauf dans les cas qui relèvent de la force majeure définie à l'article 24.3.1 des présentes Conditions générales et dans les cas énoncés ci-après :

- Lorsque des interventions programmées sur le Réseau nécessitent sa mise hors tension, celles-ci sont alors portées à la connaissance du Producteur, avec l'indication de la durée prévisible d'interruption, par voie de presse, d'affichage ou d'informations individualisées au moins trois jours à l'avance, conformément à l'article 25 du cahier des charges

annexé à la Convention de Concession pour le service public de distribution d'énergie électrique signée entre EDF et l'autorité concédante sur le territoire sur lequel se situe l'Installation de Production.

- Lorsque la disponibilité du Réseau est affectée, pour des raisons accidentelles sans faute de la part d'EDF, d'interruptions dues aux faits de tiers,
- Lorsque la qualité de la fourniture d'électricité pour des usages professionnels est affectée, pour des raisons accidentelles sans faute de la part d'EDF, de défauts dus aux faits de tiers,

Dans tous les cas, il appartient au Producteur de prendre les précautions qu'il juge utiles pour prémunir son Installation de Production contre les éventuelles indisponibilités du Réseau. Des conseils peuvent être demandés par le Producteur à EDF.

Le cas échéant, les modalités de mise en œuvre de la responsabilité d'EDF sont décrites au Chapitre 24.

20.2 QUALITE DE L'ELECTRICITE

La Tension Nominale est de 230 V en courant monophasé et de 400 V en courant triphasé. EDF maintient la Tension de fourniture au Point de Livraison à l'intérieur d'une plage de variation de + à - 10% de la Tension Nominale fixée par décret. La valeur nominale de la fréquence de la tension est de 50 Hertz.

EDF s'engage sur la fréquence de la tension conformément à la norme EN 50-160 pour les réseaux isolés.

A la demande du Producteur, EDF peut procéder à des mesures de la qualité de l'onde électrique au Point de Livraison (niveaux de tension ou de fréquence). Si ces derniers sont conformes aux prescriptions réglementaires, les frais de contrôle seront mis à la charge du Producteur. Dans le cas contraire, EDF s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour remédier à cette situation.

Chapitre 21 ENGAGEMENTS DU PRODUCTEUR

Le respect par EDF des engagements décrits au Chapitre 20 suppose que le Producteur limite à son Point de Livraison ses propres perturbations suivant les modalités décrites dans l'arrêté du 23 avril 2008.

Les équipements seront conformes pendant toute la durée du Contrat aux normes et règlements en vigueur à la date de signature du Contrat, en particulier aux normes et règlements évoqués dans le Contrat. Par la suite, les matériels remplacés le cas échéant seront conformes aux normes et réglementations en vigueur au moment du remplacement.

Le cas échéant, les modalités de mise en œuvre de la responsabilité du Producteur sont décrites au Chapitre 24.

Chapitre 22 PRIX ET FACTURATION DE L'ACCES AU RESEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION

Les frais facturés au producteur le sont au titre :

- de l'utilisation du Réseau Public de Distribution d'Electricité. Les montants facturés résultant de l'application du Tarif d'Utilisation des Réseaux, sont décrits à l'Article 22.1;
- des prestations demandées, le cas échéant, par le producteur. Les montants facturés sont décrits à l'article 22.2.

22.1 TARIF D'UTILISATION DES RESEAUX PUBLICS (TURP)

Conformément aux modalités prévues dans la Décision Tarifaire, le TURP est appliqué au Point de Connexion du Producteur. Ce Point de Connexion correspond au Point de Livraison.

Le montant dû par le producteur au titre d'une année d'utilisation du Réseau intègre :

- Les frais liés à la composante annuelle de gestion : telle que définie à l'article 22.3
- Les frais liés à la composante annuelle de comptage : telle que définie à l'Article 22.4
- Les frais liés à la composante des injections : c'est un montant qui dépend de l'énergie active injectée au Réseau au Point de Livraison ;

Tous ces éléments de facture sont décrits dans le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics (TURP) approuvé par Décision ministérielle publiée au Journal Officiel de la République Française.

Les éventuelles évolutions du TURP s'appliquent de plein droit au Contrat dès l'entrée en vigueur de la Décision ministérielle.

22.2 TARIFICATION DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Les prestations complémentaires éventuellement réalisées pour le Producteur sont facturées conformément au catalogue des prestations d'EDF en vigueur.

22.3 GESTION DU CONTRAT

La composante de gestion du Contrat d'accès aux Réseaux couvre les coûts de la gestion des dossiers du Producteur, l'accueil physique et téléphonique, la facturation et le recouvrement.

L'une des 2 variantes suivantes sera retenue en fonction du choix du Producteur en matière d'injection au Réseau figurant au Chapitre 1 des Conditions Particulières.

[Variante A : cas d'un Producteur injectant au Réseau l'excédent de sa production]

Le Producteur acquitte à EDF une seule composante de gestion au titre des Contrats d'injection et de soutirage, les factures correspondantes en tiennent compte.

[fin de la Variante A]

[Variante B : cas d'un Producteur injectant au Réseau la totalité de sa production]

Le Producteur acquitte à EDF une composante de gestion au titre de son Contrat d'injection.

[fin de la Variante B]

22.4 COMPTAGE

L'une des 2 variantes suivantes sera retenue en fonction du choix du Producteur en matière d'injection au Réseau et le cas échéant, de sa puissance figurant au Chapitre 1 des Conditions Particulières.

[Variante A : cas d'un Producteur injectant au Réseau l'excédent de sa production]

Le Producteur s'acquittant déjà d'une composante de comptage au titre de son Contrat de soutirage, aucune composante n'est due au titre du Contrat d'injection.

[fin de la Variante A]

[Variante B : cas d'un Producteur injectant au Réseau la totalité de sa production]

Le Producteur acquitte à EDF une composante de comptage au titre du Contrat d'injection.

[fin de la Variante B]

22.5 CONDITIONS GENERALES DE FACTURATION

L'utilisation du réseau est facturable à compter de la Mise en Service du Raccordement de l'installation. La facture couvre une période égale ou moins à une année complète d'utilisation du Réseau, sauf en cas de résiliation du Contrat. Le montant facturé au titre de l'utilisation du Réseau est calculé prorata temporis de la période d'utilisation du réseau.

Chapitre 23 CONDITIONS DE PAIEMENT

23.1 MODALITES DE PAIEMENT

Toutes les factures émises dans le cadre du Contrat sont payables en euros au plus tard dans un délai de 15 jours calendaires à compter de leur date d'émission.

Le choix du Producteur pour un paiement par chèque, par virement ou par prélèvement automatique et toute

modification de ce choix sont adressés par courrier à EDF.

Si le Producteur opte pour le prélèvement automatique, il doit préalablement adresser à EDF un courrier conforme au modèle adressé avec le courrier d'envoi du Contrat, comprenant ses coordonnées bancaires ainsi que son accord signé pour le prélèvement.

Aucun escompte ne sera accordé en cas de paiement anticipé.

23.2 PENALITES PREVUES EN CAS DE NON-PAIEMENT

A défaut de paiement intégral par le Producteur dans le délai prévu pour leur règlement fixé conformément à l'article 23.1, les sommes restant dues sont majorées de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, de pénalités calculées sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente en vigueur à la date d'émission de la facture, majoré de dix (10) points de pourcentage et appliqué au montant de la créance. Cette majoration ne peut-être inférieure dans tous les cas à un montant minimum de 30€ hors taxes.

Les pénalités calculées comme il est dit à l'alinéa 1 du présent article sont dues à compter du jour suivant la date d'échéance jusqu'à la date de paiement effectif de la facture ou, à défaut de règlement, jusqu'à la date de résiliation du Contrat.

23.3 MESURES PRISES PAR EDF EN CAS DE NON-PAIEMENT

Si le paiement intégral de toutes les sommes dues au titre du Contrat n'est pas intervenu dans un délai de vingt jours calendaires à compter de la date limite de règlement et si aucun paiement partiel n'est intervenu, EDF peut, sous réserve du respect d'un préavis de dix jours ouvrés à compter de la réception par le Producteur d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure, suspendre l'accès au Réseau de l'Installation de Production dans les conditions du Chapitre 28, sans préjudice des dommages-intérêts auxquels EDF pourrait prétendre. Dans ce cas, la lettre susvisée indique notamment la date au-delà de laquelle l'accès au Réseau sera suspendu si le Producteur n'a pas procédé au paiement des sommes dues. .

Seul le paiement intégral par le Producteur de toutes les sommes dues et des intérêts de retard afférents entraîne la fin de la suspension de l'accès au Réseau.

Tout déplacement d'un agent d'EDF pour ce motif donne lieu à facturation de frais définis dans le catalogue de prestations d'EDF.

23.4 RECEPTION DES FACTURES ET RESPONSABILITE DE PAIEMENT

Les informations contenues dans les factures sont des informations confidentielles au sens de l'article 1^{er} du décret n°2001-630 du 16 juillet 2001 modifié relatif à la

confidentialité des informations détenues par les gestionnaires de réseau public de transport ou de distribution.

En principe, et conformément à l'article 5 I du décret n° 2001-365 du 26 avril 2001, les factures sont envoyées au Producteur à l'adresse indiquée au Contrat.

Cependant, le Producteur peut, s'il le souhaite, en application de l'article 2 II du décret susvisé, autoriser EDF à adresser ses factures à un tiers. Dans ce cas, il informe préalablement EDF par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette modalité prend effet lors de la première émission de facture suivant la date de réception de la lettre susvisée. Le tiers ainsi désigné sera le seul destinataire des factures du Producteur. Dans ce dernier cas, au premier incident de paiement constaté, quelle qu'en soit la cause ou l'origine, EDF adresse directement et uniquement les factures au Producteur afin qu'il s'acquitte du paiement de toutes les sommes dues au titre du Contrat. Cette dernière disposition est alors appliquée jusqu'au terme du Contrat sauf si le Producteur respecte pendant 1 an le délai de règlement de ses factures. Dans ce dernier cas, le Producteur peut à nouveau demander à EDF l'envoi de ses factures à un tiers dans les conditions du présent article.

Si le Producteur souhaite remettre en cause cette désignation, soit au profit d'un autre tiers, soit pour mettre fin à cette désignation, il en informe EDF dans les mêmes conditions que celles visées à l'alinéa ci-dessus. Cette nouvelle modalité prend effet lors de la première émission de facture suivant la date de réception de la lettre recommandée.

Le paiement total par un tiers de la facture du Producteur libère celui-ci de l'obligation de la payer.

Dans tous les cas, le Producteur reste entièrement responsable du paiement intégral de ses factures, en particulier dans le cas de la désignation d'un tiers et d'un éventuel défaut de paiement de ce dernier.

23.5 DELEGATION DE PAIEMENT

Le Producteur peut préférer au mécanisme décrit à l'article 23.4 des présentes Conditions générales le système de la délégation de paiement. Les deux mécanismes sont exclusifs l'un de l'autre. Dans le cas de la délégation de paiement, le Producteur délègue un tiers pour le paiement de l'intégralité des sommes en principal, intérêts, indemnités, frais et accessoires, dues ou à devoir au titre du Contrat. Les conditions de cette délégation sont celles des articles 1275 et 1276 du Code Civil.

Le Producteur adresse à EDF dans les plus brefs délais par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les coordonnées de ce tiers délégué. En outre, le Producteur s'engage à informer EDF, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée dans les plus brefs délais, de toute modification concernant l'identité ou l'adresse du tiers délégué ainsi que de la fin de cette délégation.

Par ailleurs, le Producteur s'engage à faire signer au tiers délégué deux exemplaires d'un Contrat liant ce dernier à EDF, conforme au modèle transmis par EDF à la demande du Producteur, par lequel le tiers, non seulement déclare accepter la délégation et devenir ainsi débiteur d'EDF mais également accepte les conditions de paiement stipulées au paragraphe 23.1 des présentes Conditions générales. Si le Producteur a opté pour le prélèvement automatique, le tiers délégué doit également préciser dans le Contrat qui le lie à EDF ses coordonnées bancaires ainsi que son accord signé pour le prélèvement en lui adressant un courrier conforme au modèle transmis par EDF avec le projet de Contrat.

Par ailleurs, cette délégation n'emportant pas novation, le Producteur demeure solidairement et indéfiniment tenu vis à vis d'EDF des débits correspondants de ce délégué. En aucun cas, le Producteur ne pourra opposer à EDF les exceptions tirées de ses rapports avec le délégué et/ou des rapports du délégué avec EDF.

Dans le cas où une facture ne serait pas intégralement payée par le tiers délégué dans le délai de règlement, EDF pourra en demander immédiatement le paiement au Producteur. En outre, au second incident de paiement constaté par EDF, quelle qu'en soit la cause ou l'origine, EDF peut s'opposer à la délégation. Dans ce cas, elle adresse directement et uniquement les factures au Producteur afin qu'il s'acquitte du paiement de toutes les sommes dues au titre du Contrat. Cette dernière disposition est alors appliquée jusqu'au terme du Contrat sauf si le Producteur respecte pendant 1 an le délai de règlement de ses factures. Dans ce dernier cas, le Producteur peut bénéficier d'une délégation de paiement sous réserve du respect des dispositions du présent article.

La date d'effet de la délégation sera celle indiquée dans le Contrat signé entre EDF et le tiers délégué.

23.6 MODALITES DE CONTESTATION DE LA FACTURE

Toute réclamation relative à la facture doit être réalisée dans les conditions du Chapitre 30 des présentes Conditions générales.

La réclamation n'a pas pour effet de suspendre l'obligation de régler les sommes facturées.

23.7 TAXES

Les prix et redevances associés au Contrat sont des éléments hors taxes. Ils seront majorés du montant des taxes ou impôts actuels ou futurs.

PARTIE 4 : STIPULATIONS GENERALES

Chapitre 24 RESPONSABILITE DES PARTIES

24.1 REGIME DE RESPONSABILITE

Chaque Partie est directement responsable vis-à-vis de l'autre Partie en cas de non-respect des engagements et obligations mises à sa charge au titre du Contrat.

Lorsqu'une Partie est reconnue responsable vis-à-vis de l'autre, elle est tenue de réparer pécuniairement l'ensemble des dommages directs et certains causés à l'autre Partie qui résulteraient d'erreurs ou d'omissions qui lui sont imputables dans la limite du préjudice réellement subi dans les conditions de l'article 24.2 des présentes Conditions Générales.

En revanche, les Parties ne sont en aucune circonstance responsables l'une vis à vis de l'autre pour les dommages indirects.

24.1.1 Responsabilité des Parties en matière de qualité et de continuité

24.1.1.1 Régime de responsabilité applicable à EDF

EDF est entièrement responsable des dommages directs et certains qu'il cause au Producteur :

- en cas de non respect des engagements en matière de continuité visés à l'article 20.1 des présentes Conditions Générales;
- en cas de non respect des engagements en matière de caractéristiques de la tension visés à l'article 20.2 des présentes Conditions générales.

Cette responsabilité est toutefois susceptible d'être atténuée ou écartée :

- si EDF apporte la preuve d'une faute ou d'une négligence du Producteur sous réserve que celle-ci ait participé à la réalisation du dommage ;

ou

- si le Producteur n'est pas en mesure d'apporter la preuve de la mise en œuvre des moyens destinés à satisfaire à son obligation de prudence visée au Chapitre 21 des présentes Conditions Générales.

EDF n'est pas responsable des dommages causés au Producteur du fait des travaux de développement, de renouvellement, d'exploitation et d'entretien du Réseau, dès lors que l'engagement visé à l'article 20.1 des présentes Conditions Générales est respecté

Toutefois, la responsabilité d'EDF est susceptible d'être engagée en tout ou partie si le Producteur apporte la preuve d'une faute ou d'une négligence d'EDF sous réserve que celle-ci ait participé à la réalisation du dommage.

24.1.1.2 Régime de responsabilité applicable au Producteur

Le Producteur est responsable des dommages directs et certains qu'il cause à EDF, notamment en cas de non-respect de ses engagements visés au Chapitre 21 des présentes Conditions Générales.

Cette responsabilité est toutefois susceptible d'être atténuée si le Producteur apporte la preuve d'une faute ou d'une négligence d'EDF, sous réserve que celle-ci ait participé à la réalisation du dommage.

Lorsque le Producteur a pris toute mesure visant à limiter à un niveau raisonnable les perturbations provenant de ses propres Installations et qu'il a remédié à toute défectuosité qui a pu se manifester et qu'il a tenu informé EDF de toute modification apportée à son Installation, conformément aux stipulations du Chapitre 21 des présentes Conditions Générales, il ne peut être tenu responsable des conséquences d'incidents que les mesures prises avaient pour but de prévenir.

24.1.2 Responsabilité des Parties en cas de mauvaise exécution ou non-exécution des clauses du Contrat, hormis celles relatives à la qualité et la continuité

Sauf dans les cas visés à l'article 24.1.1 des présentes Conditions Générales, chaque Partie est responsable à l'égard de l'autre dans les conditions de droit commun, en cas de mauvaise exécution ou de non exécution de ses obligations contractuelles.

24.2 PROCEDURE DE REPARATION

La Partie victime d'un dommage qu'elle attribue à une faute de l'autre Partie, est tenue, afin d'obtenir réparation de ce dommage, d'informer cette Partie de l'existence d'un préjudice en déclarant le dommage par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de vingt (20) jours calendaires à compter de la survenance du dommage ou de la date à laquelle elle a eu connaissance du dommage, ceci afin de permettre d'accélérer le traitement de la demande et en faciliter notamment la recherche des éléments sur les circonstances de l'incident et de lui transmettre dans ce même délai les justificatifs du préjudice subi.

La Partie victime du dommage doit également adresser, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une demande de réparation à l'autre Partie. Cette demande doit être accompagnée d'un dossier démontrant de manière indiscutable, à l'aide de toutes pièces et documents nécessaires l'existence de son droit à réparation. Ce dossier contient notamment :

- le fondement de sa demande,
- l'existence et l'évaluation précise des dommages (poste par poste),

- la preuve d'un lien de causalité entre l'incident et le dommage occasionné.

La Partie mise en cause ou son assureur doit, dans un délai de trente jours calendaires à compter de la réception de la demande de réparation susvisée, répondre par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette réponse peut soit faire part :

- d'un refus d'indemnisation. Dans ce cas, la Partie victime peut alors mettre en œuvre la procédure de contestation prévue au Chapitre 30 des présentes Conditions Générales.
- d'un accord total sur le principe de la réparation. Dans ce cas, la Partie mise en cause ou son assureur doit verser à la Partie victime l'indemnité réclamée (hors TVA) dans un délai de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la réponse par la Partie victime. Les Parties déterminent alors ensemble les modalités de paiement les mieux adaptées.
- d'un accord sur le principe de la réparation mais d'un désaccord sur le montant de celle-ci. Dans ce cas, la Partie mise en cause ou son assureur organise une expertise amiable afin de rechercher un accord dans un délai de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la réponse par la Partie victime. En cas d'accord partiel, la Partie mise en cause ou son assureur s'engage à verser à la Partie victime une provision dont le montant correspond à la part non contestée de la demande de réparation. Les Parties déterminent alors ensemble les modalités de paiement les mieux adaptées. Le règlement de cette part doit intervenir dans un délai de trente jours calendaires. Pour la part contestée de la demande de réparation, La Partie victime peut mettre en œuvre la procédure de contestation prévue au Chapitre 30 des présentes Conditions Générales.

La Partie qui estime que la responsabilité d'un tiers doit être mise en cause (par exemple, en cas d'arrachage d'un câble par une entreprise de travaux publics) doit effectuer à ses frais toutes les démarches nécessaires à cette mise en cause.

24.3 REGIME PERTURBE ET FORCE MAJEURE

24.3.1 Définition de la force majeure

Pour l'exécution du Contrat, un événement de force majeure désigne tout événement irrésistible, imprévisible et extérieur, rendant impossible l'exécution de tout ou partie des obligations contractuelles de l'une ou l'autre des Parties.

En outre, il existe des circonstances exceptionnelles, indépendantes de la volonté d'EDF et non maîtrisables dans l'état des techniques, qui sont assimilées par les Parties à des événements de force majeure pouvant conduire dans certains cas à des indisponibilités du Réseau Public de Distribution Basse Tension . Ces circonstances sont les suivantes :

- les destructions volontaires dues à des actes de guerre, émeutes, pillages, sabotages, attentats ou atteintes délictuelles ;
- les dommages causés par des faits accidentels et non maîtrisables, imputables à des tiers, tels qu'incendies, explosions ou chutes d'avions ;
- les catastrophes naturelles au sens de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982, c'est à dire des dommages matériels directs ayant pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ;
- les phénomènes atmosphériques irrésistibles par leur cause et leur ampleur et auxquels les Réseaux électriques, et notamment aériens, sont particulièrement vulnérables (ex. : givre, neige collante, tempête) ;
- les mises hors service d'Ouvrages imposées par les pouvoirs publics pour des motifs de défense ou de sécurité publique ;
- les délestages imposés par les grèves du personnel;
- les délestages organisés par EDF pour préserver la sûreté du système électrique insulaire conformément à l'arrêté du 5 juillet 1990 fixant les consignes générales de délestages sur les réseaux électriques.

24.3.2 Régime juridique

Les Parties n'encourent aucune responsabilité et ne sont tenues d'aucune obligation de réparation au titre des dommages subis par l'une ou l'autre du fait de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse de tout ou partie de leurs obligations contractuelles, lorsque cette inexécution ou cette exécution défectueuse a pour cause la survenance d'un événement de force majeure. Les obligations contractuelles des Parties, à l'exception de celle de confidentialité, sont alors suspendues pendant toute la durée de l'événement de force majeure.

La Partie qui désire invoquer l'événement de force majeure informe l'autre Partie par tout moyen, dans les meilleurs délais, de la nature de l'événement de force majeure invoqué et sa durée probable.

Toute Partie qui invoque un événement de force majeure a l'obligation de mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour en limiter sa portée et sa durée.

Si un événement de force majeure a une durée supérieure à trois mois, chacune des Parties peut résilier le Contrat, sans qu'il en résulte un quelconque droit à indemnité pour l'autre Partie, par l'envoi à l'autre Partie d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de huit jours calendaires courant à compter de la date de réception de ladite lettre.

Chapitre 25 ASSURANCES

Les parties souscrivent auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables, une assurance responsabilité civile couvrant tous les dommages corporels, matériels et immatériels susceptibles de survenir du fait ou à l'occasion de l'exécution du Contrat ou imputables au fonctionnement de leurs installations respectives.

A la demande de l'une des Parties, l'autre Partie lui adresse, par tout moyen, l'attestation d'assurance correspondante qui doit mentionner notamment l'objet de la garantie (production d'électricité) et les montants garantis.

Si, sur demande expresse d'EDF, le Producteur refuse de produire lesdites attestations, EDF peut, sous réserve du respect d'un préavis de trente jours calendaires à compter de la réception par le Producteur d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, suspendre le Contrat, dans les conditions du Chapitre 28. Dans ce cas, la mise en demeure indique notamment la date de prise d'effet de la suspension du Contrat.

Chapitre 26 EXECUTION DU CONTRAT

26.1 ADAPTATION DU CONTRAT

Dès l'entrée en vigueur de textes législatifs ou réglementaires en relation avec l'objet du Contrat, ceux-ci s'appliquent de plein droit au Contrat.

Si, pour une raison quelconque, une clause du Contrat devenait illégale ou était déclarée nulle, l'illégalité ou la nullité de ladite clause n'entraînerait pas l'illégalité ou la nullité des autres dispositions contractuelles, sauf si la Partie qui entend se prévaloir de cette illégalité ou nullité peut apporter la preuve que cette disposition a été la cause impulsive et déterminante de sa volonté de contracter.

Par ailleurs, en cas de modification substantielle de l'environnement légal ou réglementaire conduisant à la nécessité de revoir tout ou partie des dispositions du Contrat, les Parties conviennent de se rencontrer afin de le rendre conforme et adapté aux nouvelles règles en vigueur.

Sinon, les normes, règlements et référentiels applicables au Contrat sont ceux valables à la date de signature des Conditions Particulières du Contrat.

En cas d'événement, notamment de nature économique ou commerciale, survenant après l'entrée en vigueur du Contrat, entraînant une rupture significative dans l'équilibre du Contrat, les Parties se rencontreront afin de procéder à l'examen de la situation ainsi créée et de

déterminer en commun les modalités selon lesquelles le Contrat pourrait être poursuivi dans des conditions d'équilibre identiques à celles qui ont prévalu au moment de sa signature.

26.2 CESSIION DU CONTRAT

Le Producteur peut céder le bénéfice et les charges du Contrat au nouvel exploitant autorisé à exploiter l'Installation de Production.

Dans ce cas, le Producteur s'engage à informer au préalable EDF pour la mise à jour du Contrat et sa signature avec le nouvel exploitant de l'Installation de Production.

26.3 CONFIDENTIALITE

EDF s'engage à respecter, dans les conditions du décret n° 2001-630 du 16 juillet 2001 modifié relatif à la confidentialité des informations détenues par les gestionnaires de réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité, la plus stricte confidentialité des informations d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique dont la communication serait de nature à porter atteinte aux règles de concurrence libre et loyale et de non-discrimination et dont il a connaissance par quelque moyen que ce soit à l'occasion de l'exécution du Contrat.

Chapitre 27 ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CONTRAT

Le Contrat prend effet à la date de la signature par la dernière des Parties des Conditions Particulières.

Le Contrat est conclu pour une durée de trois ans à compter de sa date d'effet. Si l'une des Parties n'a pas manifesté par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, trois mois au moins avant l'expiration du Contrat, sa volonté de ne pas le renouveler, il continuera aux mêmes conditions par tacite reconduction annuelle. Chaque Partie pourra, chaque année, s'opposer au renouvellement suivant les mêmes modalités et moyennant le même préavis minimal de trois mois.

Chapitre 28 SUSPENSION DU CONTRAT

28.1 CONDITIONS DE LA SUSPENSION

Le Contrat peut être suspendu dans les conditions définies à l'article 28.2 des présentes Conditions Générales:

- au cas où la Commission de régulation de l'énergie prononce à l'encontre du Producteur pour

- l'Installation de Production objet du Contrat une sanction d'interdiction temporaire d'accès au Réseau Public en application de l'Article 40 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée,
- en cas de suspension de l'autorisation d'exploiter prévue par le décret n°2000-877 du 7 septembre 2000 en application de l'Article 6 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée,
 - en cas de non-justification de la conformité des installations à la réglementation et aux normes en vigueur,
 - en cas de refus par le Producteur d'autoriser EDF à accéder au dispositif de comptage et de contrôle (cf. article 19.5),
 - en cas de non production de l'attestation d'assurance par le Producteur (cf Chapitre 25)
 - en cas de non-paiement des factures selon les modalités décrites à l'article 23
 - en cas de non-respect par le Producteur de ses obligations, citées au Contrat, pouvant entraîner des perturbations de l'onde électrique, ne permettant plus à EDF de respecter ses engagements,
 - en cas de force majeure tels que définis à l'article 24.3.1.

28.2 EFFETS DE LA SUSPENSION

La suspension du Contrat entraîne la suspension de l'accès au Réseau.

En cas de suspension du Contrat, les Parties n'encourent aucune responsabilité du fait de l'inexécution de leurs obligations respectives pendant la durée de la suspension. Les obligations contractuelles des Parties, à l'exception de celle de confidentialité prévue à l'article 26.3 ne sont plus exécutées pendant la durée de la suspension.

La durée de la suspension est sans effet sur le terme du Contrat et est sans incidence sur les périodes ainsi que le décompte du temps mentionnés dans le Contrat.

Par ailleurs la Partie à l'origine de la suspension, c'est à dire le Producteur dans le cas du non-paiement prévu à l'article 23, s'engage à mettre en œuvre tous les moyens afin de faire cesser l'évènement ayant entraîné la suspension et de permettre la reprise des relations contractuelles. Il est expressément convenu entre les Parties que tous les frais de suspension ainsi que les éventuels frais de reprise de l'exécution du Contrat sont à la charge exclusive de la Partie à l'origine de la suspension. S'il s'agit du Producteur, celui-ci recevra en conséquence une facture spécifique précisant notamment, le délai de règlement.

Si le Contrat arrive à échéance pendant la durée de la suspension, il ne pourra plus être exécuté et ne pourra en aucun cas être réactivé automatiquement. Si le Contrat arrive à échéance postérieurement à l'expiration de la suspension, l'exécution du Contrat se poursuit dans les mêmes termes et conditions, sans prorogation.

Dans le cas où la suspension du Contrat excéderait une durée de trois mois à compter de la date effective de la suspension, chaque Partie aura la faculté de résilier le Contrat de plein droit, dans les conditions du Chapitre 29. Nonobstant la résiliation, EDF pourra exercer toute voie et moyen de droit à l'encontre du Producteur afin de recouvrer les sommes exigibles dans le cadre du Contrat.

L'interdiction d'accès au Réseau correspondante ne pourra excéder une année, au terme de laquelle cette interdiction sera soit levée soit définitive.

Chapitre 29 CAS DE RESILIATION

29.1 CAS DE RESILIATION

Chaque Partie peut résilier le Contrat de plein droit et sans indemnité dans les cas limitativement énumérés ci-après :

- en cas de désaccord entre EDF et le Producteur sur la signature d'un avenant au Contrat et dans le cas où le Producteur refuse la signature du nouveau Contrat proposé par EDF, selon modalités décrites au Chapitre 18,
- en cas d'arrêt total et définitif de l'activité du Producteur sans successeur ou en cas de transfert de l'Installation de Production sur ou hors du territoire français. Dans ce cas, le Producteur doit en informer EDF dans les meilleurs délais,
- en cas de sortie des Ouvrages de Raccordement du Réseau concédé à EDF,
- en cas de suspension du Contrat excédant une durée de 3 mois, en application de Chapitre 28.

Cette résiliation de plein droit prend effet quinze jours calendaires après l'envoi, par la Partie à l'initiative de la résiliation, d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'autre Partie.

29.2 EFFET DE LA RESILIATION

En cas de résiliation, EDF peut procéder à la mise hors tension de tout ou partie des Installations du Producteur.

Hormis la perte par EDF de la gestion du Réseau public d'électricité auquel le Point de Livraison objet du Contrat est raccordé, EDF peut prendre les dispositions nécessaires à la suppression du raccordement du Site.

EDF effectue une liquidation des comptes qu'elle adresse au Producteur. Toutes les sommes dues en principal, intérêts, frais et accessoires, au titre de l'exécution du Contrat par l'une des Parties seront exigibles de plein droit et devront en conséquence être payées à l'autre Partie au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date de résiliation.

L'article 26.3 reste applicable par accord des Parties.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice d'actions en justice.

Chapitre 30 CONTESTATIONS

Dans le cas de contestation relative à l'interprétation ou l'exécution du Contrat, pendant la durée de celui-ci ou lors de sa résiliation, les Parties s'engagent à se rencontrer et à mettre en œuvre tous les moyens pour résoudre cette contestation.

Les Parties peuvent, en tant que de besoin, se faire assister d'un expert.

A cet effet, la Partie demanderesse adresse à l'autre Partie, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une notification précisant :

- la référence du Contrat (titre et date de signature) ;
- l'objet de la contestation ;
- la proposition d'une rencontre en vue de régler à l'amiable le litige.

Les Parties conviennent expressément que le défaut d'accord à l'issue d'un délai de 30 jours ouvrés à compter du début des négociations vaudra échec desdites négociations.

Conformément à l'article 38 de la Loi, en cas de différends entre les gestionnaires et les utilisateurs des Réseaux Publics de Distribution liés à l'accès aux dits Réseaux ou à leur utilisation, notamment en cas de refus d'accès au Réseau Public de Distribution ou de désaccord sur la conclusion, l'interprétation ou l'exécution des Contrats, la Commission de régulation de l'énergie peut être saisie par l'une ou l'autre des Parties.

Les litiges portés devant une juridiction sont soumis au Tribunal de Commerce de Paris.

Chapitre 31 TRANSMISSION DE DOCUMENTS

Le Producteur peut s'il le souhaite demander à EDF par courrier une copie de la Convention de Concession pour le service public de distribution d'énergie électrique signée entre EDF et l'autorité concédante sur le territoire de laquelle est située l'Installation Electrique ainsi que du cahier des charges qui lui est annexé. Une copie dudit cahier des charges est communiquée au Producteur qui en fait la demande écrite, à ses frais.

Chapitre 32 DROIT D'ACCES DU CLIENT AUX DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

EDF regroupe dans ses fichiers des données à caractère personnel relatives aux Producteurs.

Ces fichiers ont été déclarés à la Commission nationale de l'informatique et des libertés dans le cadre de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ils ont notamment pour finalité la gestion des contrats, la facturation réalisées par EDF.

La collecte de certaines données est obligatoire, notamment les nom, prénom, adresse du Producteur. D'autres données sont facultatives : XXXX

Ces données sont exclusivement communiquées aux entités d'EDF concernées, et éventuellement, aux établissements financiers et postaux, aux prestataires pour les opérations de recouvrement, ainsi qu'aux tiers autorisés.

La prospection électronique est possible conformément au choix exprimé par le Producteur lors de la collecte.

Le Producteur dispose, s'agissant des informations personnelles le concernant :

- d'un droit d'opposition, sans frais, à l'utilisation par EDF de ces informations à des fins de prospection commerciale. Lorsque le Producteur exerce son droit d'opposition, EDF prend les mesures nécessaires afin qu'il ne soit plus destinataire des opérations de prospection ;
- d'un droit d'information complémentaire, d'un droit d'accès ainsi que d'un droit de rectification dans l'hypothèse où ces informations s'avèreraient inexactes, incomplètes, équivoques et/ou périmées.

Le Producteur peut exercer les droits susvisés auprès de l'entité EDF qui gère son contrat. Les coordonnées de cette entité figurent sur Conditions Particulières adressées au Producteur.